canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

**OFFICE DES POURSUITES
DU DISTRICT
DU JURA-NORD VAUDOIS**

Rue de Neuchâtel 1 Case postale
1401 Yverdon-les-Bains

Poursuite n° 11729586
Série n° ---

Conditions
de vente immobilière aux enchères
ensuite de ☐ saisie ☒ poursuite en réalisation de gage

Débiteur : SGF GROUPE IMMOBILIERES SA, siège à la Place du Pont 3 à 1450 Ste-Croix

Tiers propriétaire : Néant

Créancier requérant la vente : Le créancier hypothécaire en 1er rang pour le capital et les intérêts

Lieu, date et heure des enchères : Rue des Moulins 10, BAC-Y, salle du rez inférieur, à Yverdon-les-Bains ; le vendredi 29 janvier 2027 à 14h.00

Dépôt des conditions de vente : 30 octobre 2026

Conditions modifiées à la suite d'une décision sur plainte

Conditions déposées à nouveau le ---

Description de l'immeuble

Parcelle RF no 432 située sur la commune de Bullet, au lieu-dit *Les Rasses*.

Pour une description complète de l'immeuble, des **droits** qui y sont rattachés et des **charges réelles** qui le grèvent, on se reportera à l'état descriptif et à l'état des charges[1].

[1] Form. ORFI 13a P

A. Offres et adjudication

1. L'immeuble sera adjugé après trois criées au plus offrant, à condition que son offre soit supérieure au prix minimum d'adjudication de 1'000'000.00 (un million) de francs.

2. Pour pouvoir être prise en considération, chaque offre devra dépasser la précédente d'au moins 5'000.00 (cinq mille) francs.

3. L'immeuble sera vendu avec toutes les charges qui le grèvent (gages immobiliers, charges foncières, servitudes, etc.) d'après l'état des charges ci-joint, pour autant qu'elles soient couvertes par le prix d'adjudication. ~~Les créances garanties par gage qui ne sont pas exigibles seront déléguées à l'acquéreur à concurrence du prix d'adjudication~~. Lorsque la charge réelle est accompagnée d'une obligation personnelle du débiteur, celle-ci est déléguée à l'adjudicataire (art. 135, al. 1, LP).

4. Chaque enchérisseur donnera son nom et celui de son éventuel mandataire. Les personnes qui misent en qualité de représentants d'un tiers ou d'organes d'une personne juridique peuvent être tenues de justifier de leurs pouvoirs. Les curateurs, représentants légaux et mandataires pour cause d'inaptitude qui enchérissent en faveur de la personne qu'ils représentent devront fournir l'acte de nomination et le consentement de l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant (art. 416, al. 1, ch. 4, CC). Ne seront pas acceptées les offres faites pour le compte de personnes qui ne sont pas nommément désignées ou qui ne le seront qu'ultérieurement, ou de personnes juridiques encore inexistantes.

5. Lorsque l'offre a été faite en commun par plusieurs personnes, et sauf volonté contraire exprimée par elles, les immeubles leur seront adjugés en copropriété par parts égales et elles répondront solidairement de toutes les obligations résultant de l'adjudication.

6. Les offres conditionnelles ou sous réserve ou qui ne portent pas sur une somme déterminée ne seront pas prises en considération.

7. Les offres peuvent être faites par écrit avant les enchères et seront prises en considération aux mêmes conditions que les offres verbales, mais doivent être portées à la connaissance de l'assistance avant le commencement des enchères.

8. Si l'immeuble fait l'objet d'une double mise à prix avec une charge, puis sans charge, ou bien d'abord avec les accessoires, puis sans les accessoires, celui qui aura fait l'offre la plus élevée lors de la première mise à prix restera lié par son offre jusqu'à la fin de la seconde mise à prix.

9. Lorsque l'immeuble comprend des accessoires, le débiteur, tout créancier poursuivant et tout créancier gagiste peuvent, avant les enchères, exiger que les **accessoires** soient mis à prix **d'abord séparément** puis **en bloc avec l'immeuble.** Si le produit de la vente en bloc est supérieur à la somme des ventes séparées, celles-ci seront réputées non avenues.

10. L'acquisition d'immeubles par des **personnes à l'étranger** est subordonnée à autorisation. L'autorité chargée des enchères suit la procédure définie à l'art. 19 LFAIE (voir le ch. 19).

B. Coûts et paiement

11. L'adjudicataire devra payer par imputation sur le prix de vente :

    a) le capital des créances garanties par gage conventionnel ou légal qui, d'après l'état des charges, sont exigibles, les intérêts exigibles des créances, y compris les intérêts moratoires et les frais de poursuite ;
    b) les frais d'administration, pour autant qu'ils ne soient pas couverts par les produits perçus, ainsi que les frais de réalisation ;
    c) la partie du prix qui **excéderait** le montant total des créances garanties par gage ;
    d) le cas échéant, les impôts sur les gains immobiliers pour une personne physique, sur le bénéfice pour une personne morale et la taxe sur la valeur ajoutée résultant de la réalisation.

12. L'adjudicataire devra payer ou prendra à sa charge **sans imputation sur le prix de vente** :

a) les frais du transfert de propriété et des radiations et modifications qui devront être opérées au registre foncier et sur les titres de gage s'agissant des créances garanties par gage, des servitudes, etc., ces frais comprenant aussi les frais de radiation des titres annulés (art. 69 ORFI) ~~et les frais de l'inscription de l'immeuble au nom du débiteur (art. 66, al 5, ORFI)~~ ;
b) les dettes garanties par hypothèque légale (primes d'assurance contre les incendies, impôts fonciers) qui, n'étant pas encore exigibles lors de la vente, n'ont pas été inscrites à l'état des charges, ainsi que les redevances de droit public courantes pour l'eau, l'électricité, l'enlèvement des ordures, etc. ;
c) le cas échéant, le droit de mutation cantonal (art. 49 let. a ORFI). Le montant à payer lui sera directement facturé par l'autorité fiscale compétente.

13. En ce qui concerne les intérêts courants des créances en capital ~~déléguées à l'adjudicataire~~, il est prévu ce qui suit :

~~(soit)~~ les intérêts courants jusqu'au jour de la vente sur ces créances sont compris dans le prix d'adjudication (dans ce cas, ils devront être calculés et chiffrés dans l'état des charges) ;

~~(soit) les intérêts courants jusqu'au jour de la vente sur ces créances sont mis à la charge de l'adjudicataire, sans imputation sur le prix de vente ; les récoltes pendantes lors de la vente ainsi que les loyers et fermages non échus à cette date sont attribués à l'adjudicataire~~.

14. Immédiatement après la troisième criée et avant l'adjudication, l'adjudicataire devra verser un **acompte** qui ne porte pas intérêts de 300'000.00 (trois cent mille) francs (conformément aux ch. 11 et 12) en procédant de la manière suivante :

a) en présentant une garantie irrévocable en faveur de l'Office des poursuites du district du Jura-Nord vaudois d'une banque assujettie à la Loi sur les banques (LB), subordonnée à la seule condition de se voir adjuger l'immeuble et revêtant sinon un caractère inconditionnel ou

b) en payant au maximum 100'000.00 francs en espèces et en se conformant à la let. a pour le montant excédentaire (voir l'art. 136, al. 2, LP).

L'acompte peut également être viré à l'avance à l'Office des poursuites du Jura-Nord vaudois (IBAN CH16 0900 0000 1001 4333 7 ; titulaire : Etat de Vaud - Office des Poursuites du district du Jura Nord Vaudois, référence : 168050 / SGF Groupe Immobilières SA / Mauron) ou déposé en espèces jusqu'à concurrence de 100 000 francs. Il doit être porté au crédit du compte de l'office au plus tard deux jours ouvrables avant les enchères. Il est réputé non avenu s'il est porté au crédit du compte ou déposé en espèces s'il n'a pas été versé dans ce délai et doit (éventuellement) être versé (une seconde fois) lors des enchères selon la procédure décrite plus haut. L'acompte ne porte pas intérêts et est restitué à la personne qui l'a versé dans les deux jours ouvrables suivant les enchères, **sans frais** si l'immeuble ne lui est pas adjugé.

Si la personne ne verse pas l'acompte, son offre est considérée comme non avenue et les enchères continuent, l'offre immédiatement inférieure étant à nouveau criée trois fois (art. 60, al. 2, ORFI). Si aucun autre enchérisseur pouvant verser directement l'acompte ne surenchérit, l'immeuble est adjugé à l'avant-dernier enchérisseur.

Chaque enchérisseur reste lié par son offre tant que l'immeuble n'est pas adjugé au plus offrant.

Le solde est à verser sur invitation expresse de l'office, adressée à l'adjudicataire au plus tard 20 jours après l'entrée en force de l'adjudication, avec un délai de paiement de 40 jours. Si le total de l'acompte, des sûretés et du prix restant à payer dépasse 100 000 francs, la part du solde qui, acompte compris, dépasse ce montant, doit être versée par un intermédiaire financier au sens de la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA).
Si un terme est accordé pour le paiement, l'adjudicataire doit des intérêts à 5 % depuis le jour des enchères jusqu'au jour du paiement.

L'office se réserve le droit, en plus de l'acompte à verser avant l'adjudication, d'exiger des sûretés (cautionnement ou dépôt de titres) en garantie du paiement de la somme pour laquelle un terme a été accordé. Si l'enchérisseur ne peut ou ne veut pas fournir immédiatement les sûretés requises, son offre est considérée comme non avenue et les enchères continuent, l'offre immédiatement inférieure étant à nouveau criée trois fois (art. 60, al. 2, ORFI).

15. Si l'adjudicataire entend substituer au paiement du solde un autre mode de règlement (reprise de dette, novation ou compensation), il doit produire en mains de l'office, dans le délai de paiement, une déclaration écrite du créancier admettant comme entièrement libératoire ce mode de règlement.

16. A défaut d'observation du délai de paiement ou de production de l'attestation du créancier, et à moins que tous les intéressés ne donnent leur consentement à une prolongation de ce délai, l'adjudication sera aussitôt révoquée et de nouvelles enchères seront ordonnées. L'adjudicataire précédent et ses cautions seront tenus de la moins-value sur le prix de la première vente ainsi que de tout autre dommage, la perte d'intérêts étant calculée au taux de 5 %. Les montants et sûretés versés en vertu du ch. 14 peuvent être retenus pour couvrir une éventuelle créance contre le fol enchérisseur au sens de l'art. 72 ORFI.

17. La prise de possession des biens adjugés aura lieu lors de la réquisition d'inscription du transfert de propriété au registre foncier. Cette réquisition est régie par les art. 66 et 67 ORFI. Jusqu'à ce moment, l'immeuble continue d'être géré par l'administration de l'office pour le compte et aux risques de l'adjudicataire (art. 137 LP).

C. Garantie

18. L'immeuble, y compris ses éventuels accessoires, est vendu sans aucune garantie.

D. Remarques importantes

19. **Acquisition par des personnes à l'étranger**

Conformément à la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) et à l'Ordonnance fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (OFAIE), l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger d'après les critères ci-après, est soumise à autorisation (art. 5 à 7 LFAIE). Par personnes à l'étranger, on entend :

a. les ressortissants suivants qui n'ont pas leur domicile légalement constitué et effectif en Suisse :
   1. les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange,
   2. les ressortissants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auxquels s'applique l'art. 22, ch. 2, de l'Accord du 25 février 2019 entre la Confédération suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux droits des citoyens à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et de la fin de l'applicabilité de l'Accord sur la libre circulation des personnes ;

a^bis. les ressortissants des autres Etats étrangers qui n'ont pas le droit de s'établir en Suisse ;

b. les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ont leur siège statutaire ou réel à l'étranger ;

c. les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ont leur siège statutaire et réel en Suisse, et dans lesquelles des personnes à l'étranger ont une position dominante ;

d. les personnes physiques ainsi que, les personnes morales ou les sociétés sans personnalité juridique, mais ayant la capacité d'acquérir, qui ne sont pas des personnes à l'étranger au sens des let. a, *abis* et c, lorsqu'elles acquièrent un immeuble pour le compte de personnes à l'étranger.

L'autorisation n'est pas nécessaire :

a. si l'immeuble sert d'établissement stable pour faire le commerce, exploiter une fabrique ou exercer en la forme commerciale quelque autre industrie ainsi que pour exercer une activité artisanale ou une profession libérale ;

b. si l'immeuble sert de résidence principale à la personne physique qui l'acquiert, au lieu de son domicile légal et effectif ;

c. s'il existe une autre exception au sens de l'art. 7 LFAIE.

Quiconque, lors d'enchères forcées, est adjudicataire d'un immeuble doit, après l'adjudication, déclarer par écrit à l'autorité chargée des enchères s'il est une personne à l'étranger, notamment s'il agit pour le compte d'une personne à l'étranger (art. 19 LFAIE).

Si l'assujettissement au régime de l'autorisation ne fait pas de doute et si aucune autorisation entrée en force n'est présentée, ou si l'assujettissement ne peut être exclu sans examen approfondi, l'autorité chargée des enchères, en informant le conservateur du registre foncier, impartit à l'acquéreur un délai de dix jours pour :

a. demander l'autorisation ou la constatation qu'aucune autorisation n'est requise ;
b. constituer des sûretés en garantie du paiement du prix de vente, un intérêt annuel de 5 % devant être versé tant que subsiste cette garantie ;
c. constituer des sûretés en garantie du paiement des frais relatifs à de nouvelles enchères.

Si l'acquéreur n'agit pas dans le délai prescrit ou si l'autorisation lui est refusée par une décision entrée en force, l'autorité chargée des enchères annule l'adjudication et ordonne de nouvelles enchères. Le recours au sens de l'art. 19, al. 4, LFAIE est réservé. Si lors de la nouvelle vente aux enchères, le prix atteint est inférieur, le premier adjudicataire est tenu de la moins-value ainsi que de tout autre dommage.

Des informations complémentaires sont disponibles dans l'aide-mémoire de l'Office fédéral de la justice (https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/wirtschaft/grundstueckerwerb/lex-f.pdf).

20. **Assurances contre les dommages**

L'immeuble est assuré auprès de l'Etablissement d'Assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud. Cette assurance est obligatoire ; elle passe automatiquement à l'acquéreur.

Conformément à l'art. 54 LCA, les droits et obligations découlant de tous autres contrats d'assurances (par exemple RC et dégâts d'eau) passent au nouveau propriétaire.

Le nouveau propriétaire peut refuser le transfert du contrat par écrit dans les 30 jours suivant le changement de propriétaire. L'assureur peut résilier le contrat dans les 14 jours après avoir eu connaissance de l'identité du nouveau propriétaire et le contrat prend fin au plus tôt 30 jours après sa résiliation.

21. **Impôts**

L'autorité fiscale statuera après la vente sur les impôts sur la plus-value immobilière générés par la réalisation, impôts qui feront partie des frais de réalisation au sens de l'art. 144 al. 3 ou 157 al. 1 LP. Ainsi, ces impôts seront déduits du produit de la vente et payés à l'autorité fiscale avant la répartition du produit net aux créanciers (art 144. al. 4, ou 157 al. 2 LP), ceci en application, entre autres, des arrêts du Tribunal fédéral des 25 janvier 2016 (5A_651/2015) et 21 février 2017 (5A_989/2016).

22. **Usages / baux et fermages**

Sur la base du mandat qui lui a été confié par l'office des poursuites, la gérance légale de l'immeuble est assurée par Cogestim SA, agence immobilière, rue du Casino 4-6 à Yverdon-les-Bains.

A la connaissance de l'office, l'immeuble fait l'objet des deux baux suivants :

-Bail à loyer pour locaux commerciaux à l'usage d'hôtel et bar restaurant à l'enseigne de l'Hôtel Restaurant & Spa Les Planets (sous-sol, rez-de-chaussée, 1er étage). Par avenant du 26 juin 2026, la société Plan B14 Sàrl a été substituée à M. Patrice Bez en qualité de locataire pour ce bail initialement conclu le 22 mai 2026 en faveur de ce dernier (sans aucune modification des clauses et conditions du contrat de bail initial). Ce bail comprend l'hôtel (réception, 10 chambres avec une buanderie au sous-sol) ; restaurant avec bar, cuisine et terrasse, petite salle de conférence ; zone spa (un jacuzzi, un sauna, salle de détente) ; autres (sanitaires, couloirs, caves) ; garage et espaces extérieurs. Ce bail court du 1er juin 2026 au 31 mars 2031. Il se renouvelle aux mêmes conditions pour 5 ans, sauf avis de résiliation de l'une ou l'autre des parties donné et reçu au moins un an à l'avance pour la prochaine échéance et ainsi de suite de 5 ans en 5 ans. Loyer net de Fr. 6'000.00 par mois. Le locataire paie en particulier et en sus les charges individuelles selon ch. 6.1 des dispositions particulières du bail ;

-Bail à loyer pour locaux commerciaux en faveur du Groupement des Skieurs de Fonds. Ce bail à l'usage de « Centre nordique » comprend au sous-sol : 1 vestiaire, 1 bureau, douche WC et 2 garages. Ce bail a commencé le 1er novembre 2002 pour se terminer le 31 octobre 2007. Il se renouvelle aux mêmes conditions pour 5 ans, sauf avis de résiliation de l'une ou l'autre des parties donné et reçu au moins une année à l'avance pour la prochaine échéance et ainsi de suite de 5 ans en 5 ans. Loyer mensuel net de Fr. 1'000.00 + acompte mensuel de chauffage, eau chaude et frais accessoires (y compris eau froide) Fr. 250.00.

Sous réserve de la procédure d'épuration de l'état des charges, ces contrats passent à l'acquéreur avec la propriété de la chose (art. 50 ORFI, art. 261, 261 b et 290, let. a CO). Voir en outre la procédure de double mise à prix selon ch. 23 c) ci-après

En ce qui concerne les règles à observer quant à la résiliation, il est fait référence aux baux cités ci-dessus et à toutes autres dispositions légales en la matière.

23. **Dispositions spécifiques**

a) Les objets mobiliers, hormis ceux indiqués comme accessoires à l'état des charges ne sont pas compris dans la vente.

b) Il n'est donné aucune garantie sur les possibilités de construction ou de modification sur le fonds vendu et l'office ne répondra à aucune question touchant ce domaine, les amateurs étant invités à consulter directement les autorités compétentes sur ce point (ATF 95 III 21).

c) Double mise à prix (art. 142 LP, 56 et 104 ORFI) – Déroulement des enchères

Le bail à loyer pour locaux commerciaux en faveur de Plan B14 Sàrl (siège à la route du Chasseron 12, 1452 Les Rasses) a été conclu par le bailleur alors qu'il en avait l'interdiction en raison des mesures de gérance légale qui avaient été instaurées et qui lui avaient été communiquées. Le locataire Plan B14 Sàrl représenté par son associé gérant M. Patrice Bez ignorait l'existence de ces mesures, raison pour laquelle le bail demeure valable. La conclusion du bail étant toutefois inopposable à l'office des poursuites et au(x) créancier(s), il n'est susceptible de lier l'adjudicataire que sous réserve du résultat de la double mise à prix.

Ainsi, la Banque Cantonale Vaudoise en sa qualité de créancière hypothécaire en 1er rang a requis la double mise à prix en relation avec la conclusion de ce bail (ci-après : la charge) par le biais de sa production du 14 septembre 2026.

Cette requête est conforme aux dispositions prévues aux art. 142 LP, 56 et 104 ORFI et à la jurisprudence applicable en la matière.

Les enchères se dérouleront donc de la façon suivante :

Dans un premier temps, l'immeuble sera mis à prix avec la charge. Si la dernière offre formulée est suffisante pour désintéresser le créancier hypothécaire en 1er rang (à savoir au minimum Fr. 1'373'402.45), ou s'il y a un découvert mais que Plan B14 Sàrl le paie immédiatement en espèces, l'immeuble sera adjugé avec la charge et il ne sera pas procédé à une seconde mise à prix.

En revanche, si le créancier hypothécaire n'est pas intégralement couvert par l'offre faite lors de la mise à prix avec la charge, il sera procédé à une seconde mise à prix en prévenant que l'immeuble sera adjugé sans la charge, à moins que la nouvelle mise à prix n'amène pas d'offre supérieure à la précédente. Dans un tel cas, l'adjudication sera prononcée en faveur de celui qui a fait l'offre la plus élevée lors de la première mise à prix avec la charge et celle-ci lui sera déléguée. C'est notamment la raison pour laquelle l'enchérisseur de la première mise reste lié par son offre jusqu'après la mise à prix sans la charge.

Si la seconde mise à prix amène une offre supérieure, l'adjudication sera prononcée sans la charge, quand bien même le créancier hypothécaire serait entièrement désintéressé. Il sera fait application des dispositions de l'art. 116 ORFI dans un tel cas de figure.

En complément de ce qui précède, le preneur du bail et l'adjudicataire sont informés que le Tribunal fédéral a confirmé de manière constante que même en cas de double mise à prix, le bail n'est pas nul et ne « tombe » pas. Il est transféré à l'adjudicataire (ATF 128 III 82 ; ATF 125 III 123). Le résultat de la double mise à prix (comprendre : adjudication sans la charge) confère uniquement à l'adjudicataire un droit de résiliation anticipée.

d) Installations électriques
L'attention des intéressés est attirée sur l'ordonnance fédérale sur les installations électriques à basse tension (OIBT) du 7.11.2001 faisant référence à l'obligation pour tout propriétaire de bien immobilier de faire vérifier, par une personne du métier au sens de l'article 7 de dite ordonnance, la conformité des installations électriques à basse tension de son bâtiment après chaque transfert de propriété et pour autant que le dernier contrôle date de plus de cinq ans.
En vertu de ce qui précède, l'acquéreur est rendu attentif que les frais d'une éventuelle remise en état des installations électriques lui incomberont en totalité.

e) Compensation
En cas d'adjudication de l'immeuble en faveur de la Banque Cantonale Vaudoise (créancier hypothécaire en 1er rang), seul celui-ci sera dispensé au moment des enchères du versement total du montant figurant sous chiffre 14 des présentes conditions de vente et ce, en vertu du principe de la compensation.

Il devra néanmoins s'acquitter ultérieurement en main de l'office, à la première réquisition, des frais prévus sous chiffre 12 ci-dessus, de la contre-valeur de l'hypothèque légale privilégiée, de l'éventuelle partie du prix de vente qui excéderait le montant total de sa créance admise à l'état des charges et, à défaut ou en cas d'insuffisance de cette dernière, des frais dont il est question sous chiffre 11 ci-dessus ainsi que de la créance correspondant à l'éventuel impôt sur les gains immobiliers.

f) Enchérisseurs

En complément du ch. 4 ci-dessus, il est relevé que les enchérisseurs devront prouver leur identité et justifier de leurs pouvoirs.

g) Mise à prix minimum

En complément du ch. 1 ci-dessus, il est précisé que la mise à prix minimum qui y est mentionnée est basée sur la jurisprudence du Tribunal fédéral (arrêt TF 5A_244/2016 du 4.10.2016) afin de répondre au principe général selon lequel l'office des poursuites doit concilier et sauvegarder autant que possible les intérêts en cause et arrêter les conditions de vente de la manière la plus avantageuse.
A défaut d'une offre suffisante lors de la séance d'enchères, l'immeuble sera remis en vente à une date ultérieure en appliquant strictement les dispositions de l'art. 126 al. 1 LP en lien avec le principe de l'offre suffisante. L'art. 126 al. 2 LP ne serait susceptible de s'appliquer qu'à l'issue de cette seconde enchère.

24. **Plainte**

a) Contre les conditions de vente aux enchères

Une plainte contre les conditions de vente aux enchères peut être déposé dans le délai de dépôt public de dix jours auprès de l'autorité inférieure de surveillance, à savoir Madame ou Monsieur le Président du Tribunal d'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois, rue des Moulins 8, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains.

b) Contre l'adjudication

Une plainte peut être déposée contre l'adjudication dans les dix jours suivant les enchères auprès de l'autorité inférieure de surveillance, à savoir Madame ou Monsieur le Président du Tribunal d'arrondissement de la Broye et du Nord vaudois, rue des Moulins 8, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains.

La plainte doit contenir des conclusions et des motifs. Elle doit être accompagnée des conditions de vente aux enchères et des éventuels moyens de preuves.

Yverdon-les-Bains, le 19 octobre 2026.

OFFICE DES POURSUITES * DISTRICT DU JURA-NORD VAUDOIS * LIBERTÉ ET PATRIE

Office des poursuites du Jura-Nord vaudois

Pascal Rossé, préposé